

**Discours de Mme Yaël Braun-Pivet,  
Présidente de l'Assemblée nationale**

**Formation des députés aux enjeux environnementaux**

Mercredi 19 octobre 2022

**SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI**

Mesdames et messieurs les députés, chers collègues,

Mesdames et messieurs les chercheuses et chercheurs,

Mesdames, messieurs,

Je suis particulièrement heureuse d'ouvrir cette session prometteuse : un événement que j'ai souhaité organiser, pour l'ensemble de ceux qui y travaillent, sur les sciences du climat et de la biodiversité.

Plus qu'une « formation » ou une « sensibilisation », il s'agit d'un temps d'échange précieux entre celles et ceux qui font la science et celles et ceux qui font la loi.

Je me félicite tout spécialement de voir que des députés de tous les groupes se sont inscrits à cette session : sur des questions de cette importance, et avec l'opportunité de rencontrer les scientifiques qui font autorité, il est bon de montrer aux Français que nous savons agir de manière transpartisane, pour l'intérêt général. C'était ma démarche en prenant l'initiative de ce travail.

Car notre objectif est bien d'intérêt général : il s'agit d'abord d'établir un diagnostic partagé sur les changements climatiques et l'érosion de la biodiversité, étayé par des chiffres, des données, des observations objectives.

Selon le dernier baromètre de l'enquête « *Fractures françaises* » publié le 4 octobre, si 90 % des Français sont convaincus de la réalité des changements climatiques, seulement 61 % l'attribuent à l'activité humaine. Pourtant, heureusement, nos compatriotes considèrent que la protection de l'environnement doit être une priorité de l'action publique, puisqu'ils la classent au deuxième rang de leurs préoccupations : juste après le pouvoir d'achat, mais devant l'avenir du système social, la lutte contre la délinquance ou encore la situation en Europe et dans le monde.

De plus en plus de nos compatriotes estiment même que la protection de l'environnement doit être la première des priorités, et ceux-là jugent que collectivement, en tant qu'élus, nous n'en faisons pas assez, pas assez vite.

J'étais il y a dix jours à Blois, où j'ai échangé pendant plus d'une heure avec les étudiants de l'École du paysage et de la nature. Le moins que je puisse dire est que l'échange était... vivant...

Ces jeunes étaient particulièrement engagés et je me permets de partager avec vous quelques-uns de leurs témoignages, représentatifs de la très forte attente qui s'exprime vis-à-vis des décideurs publics.

Ils m'ont alertée sur le décalage ressenti entre l'ampleur des changements climatiques et le manque d'ambition qu'ils perçoivent dans les décisions publiques. Ils ont manifesté leur attachement aux initiatives venant du territoire, à la nécessité de ne pas confondre vitesse et précipitation et de préserver le temps de consultation des habitants.

Futurs paysagistes, ils ont mis en avant les injonctions contradictoires auxquelles ils s'estiment confrontés : sortir de notre dépendance aux énergies fossiles tout en préservant l'emploi et le pouvoir d'achat, chercher le consensus tout en promouvant des mesures fortes... Leur interpellation portait aussi sur la nécessaire préservation des services œuvrant au quotidien pour l'aménagement de nos territoires, en particulier ceux de l'Office national des Forêts.

L'un de ces jeunes a eu un véritable cri du cœur, en évoquant « le partage de quelque chose de dur à vivre » pour qualifier la nécessité de prendre en compte les inégalités sociales dans la conduite de la transition écologique.

Voilà quelques éléments qui doivent nous pousser à délaisser l'usage du futur. Pour combattre les changements climatiques et l'érosion de la biodiversité, c'est bien le présent qui doit être utilisé : les bouleversements sont là, l'action doit suivre et se montrer à la hauteur.

Pour cela, nous avons besoin de ce moment inaugural dans lequel vous partagerez avec nous l'état de la connaissance scientifique, avant que nous entamions une discussion, par plus petits groupes, sur les solutions à mettre en œuvre.

Parce qu'il s'agit d'un thème dont les contours sont d'ampleur, il nous a fallu, sans épuiser les débats pour la suite de nos travaux, cibler aujourd'hui ce qui suit : comment réduire encore les émissions de gaz à effet de serre ? Comment adapter nos territoires aux changements climatiques ? Par quelles voies porter ces enjeux à l'échelle européenne, à l'échelle internationale ? De quelle manière faire consentir l'opinion au financement de la transition ? Quatre tables rondes porteront sur ces thèmes capitaux.

Pour que la démarche qui nous réunit aujourd'hui s'inscrive dans une cohérence plus globale, sachez qu'il m'a tenu à cœur, dès le mois de juillet dernier, d'impulser également un travail pour nous assurer que l'Assemblée nationale, en particulier, se montre exemplaire. C'est pourquoi j'ai créé, un groupe de travail chargé d'élaborer un plan de transition énergétique, mais aussi, plus largement, un plan de transition écologique de l'Assemblée : économies d'énergie, transports, recyclage, restauration, gestion de l'eau, formation, gouvernance... Toutes ces questions y seront abordées.

L'élaboration de ces plans, bien sûr, prendra du temps. Mais l'Assemblée, par l'intermédiaire du Collège des Questeurs, a d'ores et déjà pris d'importantes mesures de sobriété énergétique lors de sa réunion du 12 octobre dernier, afin de contribuer pleinement à l'effort collectif demandé à nos concitoyens cet hiver : abaissement de la température à 19°C, raccourcissement de la période de chauffage et arrêt total durant les périodes d'inoccupation, suivi des consommations, travaux immédiats pour réaliser des économies d'énergie.

Sans être plus longue, sachez que la session qui s'ouvre aujourd'hui n'est qu'une première étape dans la formation aux enjeux environnementaux : celle-ci devra s'inscrire dans la durée et concerner aussi bien les députés que leurs collaborateurs et les personnels de l'institution.

Chère Valérie MASSON DELMOTTE, cher Philippe GRANDCOLAS, chère Céline GUIVARCH, je tiens à vous remercier pour votre participation. Je remercie également chacune et chacun des intervenants des quatre ateliers, ainsi que la Fondation européenne pour le climat qui a été un précieux partenaire pour préparer cet après-midi.

Grâce à vous, l'Assemblée nationale s'engage dans une démarche de fond dont votre présence garantit le sérieux. J'ai hâte de vous entendre et c'est avec plaisir que je vous cède la parole.